

Le travail social, la guerre et les travailleurs

Article de l'URC Paris-IDF · novembre 2025

Le financement du travail social est dans le collimateur de la politique austéritaire. Partout, les budgets votés sont à la baisse. On l'a notamment remarqué avec la baisse scandaleuse d'un tiers des subventions au centre Primo Levi à Paris (1), qui vient en aide aux personnes ayant été victimes de torture. Mais aussi avec le budget 2025 qui prévoit la suppression de 6500 places d'hébergement (2). On entend même que des structures proposant des solutions d'hébergement se retrouvent tout simplement sans budget. Le social et la santé sont souvent en première ligne lors des coupes budgétaires, tout comme l'Éducation.

Dans le secteur de la psychiatrie, de l'addictologie et de l'hébergement social, nos financeurs n'ont pas honte de nous dire que les dispositifs d'Appartements de Coordination Thérapeutiques, créés lors des offensives néolibérales post-2008, ont été pensés avec un budget rogné de moitié lors de leur création. Notre mission est pourtant indispensable pour tous les travailleurs que le capitalisme a broyés : nous proposons des logements à des personnes à la rue, ayant des spécificités mentales et des addictions. Alors que le budget militaire passe de 3% du P.I.B à 5%, alors que l'Etat bourgeois continue de goinfrer le grand capital en lui distribuant plus de 200 milliards d'aides publiques chaque année, les postes ne sont pas renouvelés et les effectifs fondent.

Et pour tous les travailleurs, la situation devient intenable. Il devient de plus en plus difficile de joindre les deux bouts. Tout comme la quasi-totalité des classes populaires, avec un salaire médian de 2400€ brut (1800€ net), les travailleurs sociaux de l'Île de France voient leurs conditions de vie se dégrader au fil de l'accentuation des crises du capitalisme. Les travailleurs sociaux peuvent jouer un rôle dans l'hégémonie ouvrière, car ils sont au-devant de la paupérisation des classes populaires. De même, ils sont en relation à la fois avec les institutions racistes françaises, mais aussi avec les premiers concernés. Idem pour ce qui est des questions de violences sexistes et sexuelles. Leur rôle dans la cohésion sociale est de plus en plus en danger, pour le meilleur et pour le pire...

(1) Centre Primo Levi, « Non à la baisse des subventions publiques du Centre Primo Levi qui aide les exilés victimes de violences », communiqué de presse.

(2) Fédération des acteurs de la solidarité, « Tribune — Budget 2025 : non à la suppression de 6 500 places d'hébergement pour les demandeurs d'asile ».



Quelques exemples concrets : les abus de la C.A.F ou de la M.D.P.H qui mettent de plus en plus de temps à traiter les dossiers et qui sont de plus en plus sommées d'opérer un tri parmi les allocataires afin de retirer, à de plus en plus d'entre eux, le droit à des allocations ou à un revenu de remplacement, mais aussi les centres médico-psychologiques qui sont au bord de l'explosion faute de financements suffisants, mettant en danger les plus défavorisés des prolétaires. Nous ne comptons plus le nombre de sorties des urgences sans soins adaptés, les ruptures de ressources, les titres de séjour qui se perdent dans les préfectures...

Face à l'offensive néolibérale, et dans un secteur où les travailleurs sont morcelés sur des lieux de travail avec faible effectif, excepté les hôpitaux, il nous semble indispensable de penser la riposte avec l'ensemble du secteur du social et de la santé, tout en se liant aux autres travailleurs. Nous devons réclamer moins de bombes et plus de soins de qualité et aider à l'organisation d'une riposte commune entre travailleurs sociaux et usagers de ces services qui sont les premières victimes de la déshumanisation progressive du monde dans lequel ils sont contraints de vivre.

A l'heure où la grande bourgeoisie et l'Etat nous préparent à la guerre, nous sommes persuadés que l'ennemi principal est dans notre pays. Nous refusons de jouer le jeu des impérialistes et exigeons que les richesses produites par la classe ouvrière servent au développement des besoins sociaux de toute la population et non à une minorité qui, pour augmenter ses profits, nous exploite, nous opprime et nous tue.